Par e-mail : https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/09/22/en-tant-que-scientifiques-nous-soutenons-la-greve-mondiale-pour-la-justice-climatique-du-23-septembre_6142738_3232.html

« En tant que scientifiques, nous soutenons la grève mondiale pour la justice climatique du 23 septembre »

Tribune

Collectif

Canicules, pénuries d'eau, feux de forêts, vague de chaleur marine en Méditerranée, pertes agricoles, inondations… Alors que les politiques tardent à répondre à l'urgence climatique, un collectif de scientifiques, au côté du mouvement Fridays for Future, appelle, dans une tribune au « Monde », à une mobilisation plus forte de la société.

Publié le 22 septembre 2022

Le vendredi 23 septembre, le mouvement Fridays for Future appelle à une grève mondiale pour la justice climatique.

En tant que scientifiques, nous soutenons ce mouvement. Des mois après la publication des trois volets du 6e rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), nous constatons que les progrès des politiques climatiques, en France et ailleurs, demeurent très insuffisants.

Pourtant, ces rapports alertaient de nouveau sur l'urgence à agir avec beaucoup plus de détermination afin de baisser radicalement les émissions des gaz à effet de serre : une condition intangible pour limiter le réchauffement climatique bien en dessous du seuil de 2 °C inscrit dans l'accord de Paris, pour s'adapter à ses conséquences inéluctables, assurer un avenir vivable à tous et préserver le vivant.

L'été a été marqué, en France, par un ensemble d'événements emblématiques du changement climatique : canicules, pénuries d'eau, feux de forêts, vague de chaleur marine en Méditerranée, pertes agricoles, inondations… Même constat hors de nos frontières, où sécheresses pluriannuelles (Corne de l'Afrique, où les famines s'amplifient, etc.) et pluies diluviennes (Pakistan, etc.), entre autres, se succèdent. Un avant-goût de la normalité des années 2050, qui vient questionner les capacités d'adaptation à ces risques croissants.

Rassembler tous les acteurs

Le constat est amer : nous, scientifiques, alertons depuis des décennies. Et nous voici aujourd'hui à constater que nos retards à réduire les émissions de gaz à effet de serre, à transformer les villes, l'agriculture, l'industrie, les transports placent effectivement nos sociétés et les écosystèmes dans une situation défavorable.

Chacun a pu constater, par exemple, l'accentuation des canicules dans les villes qui tardent à se végétaliser, les tensions sur les ressources en eau, les conséquences de la sécheresse sur la végétation et les animaux, les injustices climatiques à tous les niveaux, qui éclatent au grand jour et sapent les dynamiques de transformation. La situation est grave, et elle s'aggravera encore davantage pour chaque incrément de réchauffement climatique, à chaque retard en matière d'adaptation et de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Le fossé devient évident jour après jour. Il est temps de rassembler tous les acteurs en construisant un projet de société donnant la priorité à des mobilités peu émettrices, à une alimentation saine, à une énergie la plus propre possible. Il est temps de questionner les usages pour mettre en place des politiques de sobriété, qui évitent des demandes d'énergie, de matières premières, de terres et d'eau, tout en assurant le bien-être de tous dans les limites planétaires.

Il est temps d'accélérer la rénovation thermique des bâtiments, d'opérer un report modal massif vers des modes de transport décarbonés, une transformation écologique de l'agriculture, et d'assurer un suivi transparent de l'agenda de décarbonation. Il est temps de faire l'inventaire de ce que l'on garde, réduit, améliore, transforme, répartit ou abandonne. Il est temps de débattre des modalités d'une transformation juste et équitable, qui ne laissent pas de côté les plus vulnérables. Tous affectés par le changement climatique et l'effondrement du vivant, nous avons tous intérêt à agir.

Bien-être et résilience

Il s'agit d'un défi gigantesque, nous en sommes conscients, mais c'est un projet de société résolument positif, vers plus de bien-être et de résilience, et il est réalisable. Les élus, les entreprises, les médias et les citoyens peuvent aujourd'hui avancer en mobilisant les solutions connues et évaluées scientifiquement dans les rapports internationaux du GIEC, de l'IPBES (Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques, Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services, en anglais).

Ils peuvent s'inspirer du travail du Haut Conseil pour le climat, des universités et laboratoires de recherche publique, de centres d'expertise, de think tanks, d'agences internationales. Les solutions existent, mais nous constatons qu'elles sont encore peu débattues dans l'espace public.

Les rapports du GIEC montrent qu'un engagement plus fort de la société civile permet d'accélérer la prise de conscience sur les enjeux climatiques. C'est le cas des mouvements de jeunes qui ont émergé ces dernières années en réaction à l'inadéquation de l'action publique sur les questions de climat et de biodiversité.

Parce que ces mouvements non violents contribuent de manière positive et inspirante à la prise de conscience collective et au débat démocratique, parce qu'il serait injuste et irresponsable de ne compter que sur les jeunes générations pour agir pour le climat, nous affirmons notre soutien aux grèves du climat du 23 septembre.

Les signataires : Christophe Cassou, climatologue au CNRS et au Centre européen de recherche et de formation avancée en calcul scientifique (Cerfacs) ; **Wolfgang Cramer,** chercheur CNRS à l'Institut méditerranéen de biodiversité et d'écologie marine et continentale (Aix-Marseille Université) et membre de l'Académie d'agriculture de France ; **Virginie Duvat-Magnan,** professeure de géographie à l'université de La Rochelle ; **Céline Guivarch,** économiste à l'Ecole

des ponts et au Centre international de recherche sur l’environnement et le développement ; **Sara Labrousse,** chercheuse écologue au CNRS ; **Gonéri Le Cozannet,** chercheur au Bureau de recherches géologiques et minières ; **Alexandre K. Magnan,** chercheur à l’Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI-Sciences Po) ; **Benoit Meyssignac,** chercheur au Laboratoire d’études en géophysique et océanographie spatiales ; **Yamina Saheb,** experte des politiques climatiques au cabinet OpenExp ; **Jean-Baptiste Sallée,** océanographe au CNRS

Collectif